

Annexe n°4

Territoires éligibles à l'appel à candidatures

En complément de la partie III de l'appel à candidature, la présente annexe détaille les critères d'éligibilité du périmètre des territoires.

L'appel à candidatures est ouvert à tous les territoires organisés y compris ceux qui n'ont pas précédemment bénéficié de LEADER.

Les territoires susceptibles de former des Groupes d'Action locale sont des territoires ruraux organisés administrativement et représentant une masse critique en termes de ressources humaines, financières et économiques, pour soutenir une stratégie de développement viable, ayant une population comprise entre 100 000 et 350 000 habitants.

1. La structure porteuse du GAL et son partenariat public-privé

Est entendu comme « **structure porteuse** » une entité juridique basée sur le territoire LEADER, assurant la coordination du GAL et les missions dévolues aux territoires LEADER.

1. Les structures porteuses éligibles en Île-de-France sont :

- Les Etablissements publics à caractère intercommunal (EPCI) et les établissements publics à caractère économique, à condition qu'ils aient déjà engagé une démarche de territoire axée sur une stratégie multisectorielle, pluriannuelle et intégrée
- Associations regroupant des collectivités territoriales et d'autres acteurs du territoire et dont l'objet est le développement territorial
- Groupement d'intérêt Public (GIP)
- Syndicat Mixte.

2. La structure porteuse du GAL doit constituer un partenariat public-privé dès sa candidature.

Dans le cadre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux du PSN et des règlements, **les acteurs locaux forment un partenariat local appelé aussi GAL**. Ce dernier décide de la façon dont les crédits FEADER seront attribués sur son territoire, suivant sa stratégie de développement.

Le GAL est composé de représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt particulier. Ces représentants composent le comité de programmation.

Initié dès la candidature, le partenariat peut servir de préfigurateur lors de la constitution de ce comité.

Une interaction forte avec, d'une part, les membres publics de la structure porteuse et, d'autre part, les membres privés sera recherchée.

Le dossier de candidature doit fournir la liste des représentants qui composent le GAL et qui pourront intégrer le comité de programmation.

2. Périmètre géographique

Les candidatures ne pourront être retenues que si elles sont cohérentes en termes de périmètre, de stratégie et de moyens d'animation avec un territoire organisé.

Le dossier de candidature doit fournir la liste des communes entières et contigües qui le composent.

→ Le périmètre du territoire LEADER peut être plus grand, plus petit ou identique à celui de sa structure porteuse.

→ Un GAL ne peut pas couvrir un département entier. Il peut toutefois s'affranchir des limites administratives départementales et régionales dans la mesure où il s'articule avec des territoires organisés.

Le cas échéant, la candidature doit être soutenue du/des territoires organisés dans lequel le périmètre du GAL s'insère, englobe ou chevauche.

→ En cas de superposition avec un Parc naturel régional (PNR), la structure porteuse de la candidature devra associer celui-ci à l'élaboration de cette candidature.

→ Un EPCI ne peut pas être à cheval sur plusieurs territoires candidats et ne peut pas faire l'objet de plusieurs dossiers de candidatures. Il doit appartenir à un GAL uniquement.

→ Les GALs interrégionaux (à cheval sur 2 régions ou plus) sont éligibles.

Ces GALs ne seront éligibles que si le siège de la structure porteuse se situe en Île-de-France.

Un travail de concertation et de coordination des territoires concernés doit être mené en amont du dépôt de candidature. Ainsi la région concernée sera informée de l'instruction conduite et son avis sera recueilli.

3. Périmètres démographique

LEADER est une démarche au service du développement rural. Néanmoins, les territoires ruraux franciliens connaissent pour la plupart des dynamiques sociales, économiques et spatiales influencées par des aires urbaines voire métropolitaines.

Ainsi, les périmètres des territoires candidats pourront prendre en compte ces spécificités selon le principe d'une prise en compte quantitative de la population concernée :

- Le nombre d'habitants situés dans le périmètre du GAL devrait être au minimum de 100 000 et au maximum de 350 000 habitants.

Le cas particulier des villes en Île-de-France

Les villes pourront être représentées au sein du partenariat. Toutefois la composition du GAL devra avant tout refléter la ruralité.

- **Ville moyenne à partir de 20 000 habitants** → son maintien dans le territoire du GAL peut être maintenu s'il est justifié lorsque l'existence et l'efficacité de la stratégie dépendent de l'interaction entre cette ville moyenne et les zones rurales environnantes. La ville moyenne confère ainsi une plus grande cohérence à l'action publique locale et permet de développer le lien urbain-rural.

Néanmoins, une opération localisée sur le périmètre d'une ville moyenne ne pourra bénéficier du LEADER que dans des conditions qui seront précisées dans la convention du GAL. Il devra de plus être démontré que les actions du GAL ont des retombées principalement sur les zones rurales.

- **Ville de plus de 40 000 habitants → devra être exclue du périmètre d'un GAL et ne pourra pas bénéficier d'opérations financées via LEADER en son sein.**
Cela n'empêche pas, le cas échéant, d'associer des acteurs pertinents issus de ces villes dans le cadre du partenariat).
- **Les territoires de Paris et de la proche couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) ne sont pas éligibles au programme LEADER.** En effet les territoires candidats devront être significativement occupés par des espaces ruraux, agricoles ou forestiers.